

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF Vol.3 , 2018, N°1

Revue de l'AIELF



avec la collaboration de



UNIWERSYTET
EKONOMICZNY
W POZNANIU

Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins du Chili

Directeur de la publication
Bernard LANDAIS, Université de Bretagne-Sud, France

Directeur Adjoint de la publication
Krzysztof MALAGA, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań

Secrétaire de la publication
Eduardo TÉLLEZ, Université Bernardo O'Higgins, Chili

Comité Scientifique

Directeur : Bernard LANDAIS, Université de Bretagne-Sud, France.
Directeur Adjoint : Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne.
Damien AGBODJI, Université de Lomé, Togo.
Joao Sousa ANDRADE, Université de Coimbra, Portugal.
Camille BAULANT, Université d'Angers, France.
Michel BEINE, Université du Luxembourg.
Matouk BELATTAF, Université de Bejaia, Algérie.
Izabela BERGEL, Ecole Centrale de Commerce, Varsovie.
Francis BIESMANS, Université de Lorraine, France.
Serge BLONDEL, Université d'Angers, France.
Jacques BOURRINET, Université d'Aix-Marseille, France.
Iskra CHRISTOVA-BALSKANSKA, IRE, Bulgarie.
Bernard COUPEZ, Université Paris II, France.
Adama DIAW, Université de Saint-Louis, Sénégal.
Jean-Jacques EKOMIE, Université Omar Bongo Libreville, Gabon.
Camelia-Ana FRATILA, Université Valahia de Targoviste, Roumanie.
François GARDES, Université de Paris I, France.
Marian GORYNIA, USEGP, Pologne.
Driss GUERRAOUI, Université de Rabat, Maroc.
Claude JESSUA, Université de Paris II, France.
Georges KOBBOU, Université de Yaoundé II, Cameroun.
Gérard LAFAY, Université de Paris II, France.
Michel LELART, Université de Paris I, France.
Jean-Didier LECAILLON, Université de Paris II, France.
Laura MARCU, Université Valahia de Targoviste, Roumanie.
Boniface MBIH, Université de Caen, France.
Médard MENGUE-BIDZO, Université Omar Bongo Libreville, Gabon.
Marc MORIN, ISC Paris, France.
Maria NICULESCU, IFAG, Bulgarie.
Jean-Pierre OLSEM, Université de Besançon, France.
Leon OLSZEWSKI, Université de Wrocław, Pologne.
Albert ONDO OSSA, Université Omar Bongo, Gabon.
Wataubouna OUATTARA, Université de Bouaké, Côte d'Ivoire.
Constanta POPESCU, Université Valahia de Targoviste, Roumanie.
Jean-Christophe POUTINEAU, Université de Rennes I, France.
Marek RATAJCZAK, USEGP, Pologne.
Alain REDSLOB, Université de Paris II, France.
Xavier RICHET, Université Paris III, France.
Jeannette ROGOWSKI, Rutgers University, Etats-Unis.
Claudio RUFF, Université Bernardo O'Higgins de Santiago, Chili.
Jean-Marc SIROEN, Paris 1 Dauphine, France.
Viatcheslav SHUPER, Institut de Géographie de l'Académie des Sciences, Russie.
Ion STEGARIOU, Université Valahia de Targoviste, Roumanie.
Ioan TALPOS, Université de Timisoara, Roumanie.
Christophe TAVERA, Université de Rennes I, France.
Roger TSAFACK NANFOSSO, Université de Yaoundé II, Cameroun.
Marie-Thérèse UM-NGOUEM, Université de Douala, Cameroun.
François VAILLANCOURT, Université de Montréal, Canada.
Henri-Louis VEDIE, HEC, France.
Isabel VEGA MOCOROA, Université de Valladolid, Espagne.
Dario VELO, Université de Pavie, Italie.
Patrick VILLIEU, Université d'Orléans, France.
Jean-François VERNE, Université Saint Joseph de Beyrouth, Liban.
Salma ZOUARI, Université de Carthage, Tunisie.

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Paris 2017
AIELF, Université Paris II Panthéon Assas, 12 Place du Panthéon, Paris Cedex 05 FRANCE
Edition digitale par Ediciones UBO, Chili

Imprimé par Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań

Projet de la couverture: Izabella Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

AVANT- PROPOS	7
Appel à contributions	11
Thème du Congrès AIELF de Santiago du Chili en Mai 2019	11
FRANCIS CLAVE :	
« Eléments d’histoire sur les débuts des congrès des économistes de langue française : les premiers pas de l’AIELF	12
POUR UN MONDE SANS CRISE	
FRANCIS BISMANS :	
« Un monde sans crise est-il possible ? »	17
GÉRARD LAFAY ET CHRISTIAN GOMEZ :	
« Pour une monnaie pleine »	26
BERNARD LANDAIS :	
« Parer aux crises économiques : réussir la politique monétaire ? »	33
BERNARD COUPEZ :	
« Stabilité financière, contagion systémique et outils de décision : le cas de la gestion d’actif »	40
MICHEL LELART :	
« Derrière les crises financières internationales : une crise de la monnaie internationale »	57
HENRI-LOUIS VEDIE :	
« La transition démographique : un enjeu majeur pour l’Afrique tropicale »	70

JEAN-PIERRE OLSEM :

« **L'entreprise, pivot essentiel mais fragile de toute politique anticrise** » 80

VARIA

EMMANUEL CARRE :

« **Politique de bilan des banques centrales et stagnation séculaire : réflexions autour de Wicksell et Keynes** » 88

MALGORZATA MACUDA :

« **Groupes Homogènes de Malades – vers une efficacité économique : analyse des produits et charges d'exploitation** » 114

ABDOULAYE NDIAYE:

« **Pouvoir de marché et efficience : Cas du secteur bancaire de l'UEMOA** » 130

ELOM KOMPBLEKOU ET YVES NAGOU :

« **Effet de diffusion spatiale de la croissance économique dans l'UEMOA** » 155

MALAM MAMAN NAFIOU :

« **Diplômes et emplois informels au Niger : les enseignements de l'enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel** » 180

MÉDARD MENGUE BIDZO :

« **Fiscalité et secteur informel au Gabon** » 202

AMATH NDIAYE :

« **Les déficits jumeaux au Sénégal : Evaluation empirique et caractérisation** » 222

PIOTR SKOCZYLAS :

« L'impact des interrelations entre les facteurs culturels et la perception de la qualité de service sur la fidélisation des clients des opérateurs mobiles en Pologne » 245

CHÉRIF SIDY KANE ET DJAM'ANGAI LUDÉ :

« Effets de la Connectivité Maritime sur les Échanges Commerciaux des Pays Côtiers d'Afrique » 259

ANTOINE AUBERGER :

« Cycles politiques rationnels partisans et chômage : Une évaluation empirique » 277

AVANT-PROPOS

Pour la revue, ce numéro 2018-1 marque un tournant et trois nouveautés importantes sont à noter. En premier lieu, le passage à la forme numérique assortie de gratuité, qui devrait démultiplier de façon spectaculaire l'audience et le rayonnement de l'AIELF dans le monde francophone. En second lieu, la mise en place pour chaque livraison, d'un espace de débats permettant aux économistes de langue française de proposer des idées et des solutions à propos de grands problèmes économiques contemporains. En troisième lieu, l'Université Bernardo Higgins de Santiago du Chili et son **Recteur Claudio Ruff Escobar** nous offrent leur collaboration pour la revue et rejoignent ainsi le partenariat établi et confirmé à cet effet avec l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań et **Krzysztof Malaga**.

Dans ce numéro, le débat inaugural est : « Pour un monde sans crise », où les auteurs, se plaçant du point de vue de leur spécialité, s'efforcent d'identifier les risques de crise économique et financière et de dégager des règles permettant de les réduire. Ce faisant, ils pratiquent de façon éminente ce que l'on peut qualifier de « sciences économiques efficaces », en référence au thème choisi pour notre futur congrès de Santiago du Chili en mai 2019. Loin des raisonnements stériles d'une recherche économique désincarnée et irréaliste, nos débats professionnels au sein de l'AIELF se tournent vers l'émission de messages discutables et forts que la revue s'efforce de transmettre au plus large public, aux étudiants et aux décideurs. Une recherche historique de notre collègue **Francis Clavé** nous apprend ci-dessous que c'est une préoccupation que l'Association AIELF a eue dès ses origines dans les années vingt et trente du vingtième siècle, les solutions retenues de nos jours restant ainsi dans sa continuité historique. D'autres débats suivront lors des numéros futurs et nous en annonçons deux à la suite de ce texte.

Pour le débat, nous laissons au lecteur le soin de prendre directement connaissance des présentations des huit participants. Simplement, on peut noter l'article inaugural de **Francis Bismans** dont l'ouvrage récent : « Un monde sans crise est-il possible ? » a inspiré le thème. Dans une optique similaire, **Gérard Lafay**, **Christian Gomez** et **Bernard Landais** évoquent avant tout les problèmes monétaires à l'origine des crises et s'efforcent de leur trouver des solutions, parfois radicales. Un

article d'**Emmanuel Carré** nous donnera plus loin une vision du même type consacrée à la politique monétaire des banques centrales. Les prises de position de **Bernard Coupez** et de **Michel Lelart** étendent la réflexion aux questions financières et du système monétaire international. **Henri-Louis Védie** quant à lui, ouvre la question de l'évitement des crises sur le long terme en pointant du doigt la menace future d'une démographie africaine mal maîtrisée. **Jean-Pierre Olsem** enfin, situe l'entreprise et la recherche d'innovation dans la définition d'une politique anticrise.

Emmanuel Carré écrit : « **Politique de bilan des banques centrales et stagnation séculaire : réflexions autour de Wicksell et Keynes** ». Il propose une nouvelle réponse à la question du débat en attirant l'attention sur les politiques menées par les banques centrales. L'auteur oppose une pratique de politique monétaire du taux d'intérêt inspirée de Wicksell à une politique de bilan inspirée de Keynes et recommande cette dernière pour faire face à la stagnation séculaire. Sa conclusion n'est pas de dire que les politiques de bilan des banques centrales peuvent tout faire et tout résoudre à elles seules. Il s'agit seulement, dans une logique keynésienne, d'affirmer que les politiques de bilan permettent de réorienter la politique monétaire dans des directions de demande et de politique budgétaire qui pourraient être favorables à la sortie de la stagnation séculaire.

Malgorzata Macuda dans son article intitulé « **Groupes Homogènes de Malades – vers une efficacité économique : analyse des produits et charges d'exploitation** », envisage une nouvelle forme de contrat et de financement des services médicaux – système de paiement basé sur les Groupes Homogènes de Malades (GHM) introduit par Narodowy Fundusz Zdrowia – NFZ (Fonds national de la santé) en Pologne. L'objet de cet article est d'abord de calculer les coûts de prestations médicales et ensuite de les analyser et de les comparer au sein de mêmes GHM prenant comme exemple les groupes F72 (hernie inguinale) et F73 (hernie abdominale) afin de vérifier si le financement de NFZ couvre tous les coûts nécessaires pendant la hospitalisation des patients. Afin d'atteindre ce but, l'auteur a employé la méthodologie d'analyse documentaire (la revue de la littérature, l'analyse des documents médicaux), ainsi que d'analyse comparative.

Dans l'article « **Pouvoir de marché et efficience : cas du secteur bancaire de l'UEMOA** », **Abdoulaye Ndiaye** analyse la relation entre le pouvoir de marché et l'efficience de coût sur un échantillon de 49 banques formé à partir de sept pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) sur la période 2003-

2014. Ses résultats montrent que le pouvoir de marché réduit l'efficacité de coût des banques des pays de l'UEMOA à travers d'une hausse des coûts opératoires. Cela conforte l'hypothèse qui stipule qu'un marché concentré incite à des comportements sous optimaux nuisibles à la rentabilité bancaire. Ces résultats ont d'importantes implications de politiques de régulation bancaire dans l'UEMOA.

Elom Komplekou et Yves Nagou, auteurs de : « **Effet de diffusion spatiale de la croissance économique dans l'UEMOA** » utilisent pour leurs analyses des données de panel pour les huit pays de l'union sur la période 1960-2015. Les résultats révèlent que la croissance économique se diffuse bien spatialement et positivement dans l'union. La promotion de la coopération économique et de la politique de libre circulation de biens et services et des individus dans le cadre de l'union demeure ainsi très favorable à la croissance de ces pays.

Nous trouvons ensuite deux textes consacrés au secteur informel. **Malam Maman Nafiou** se propose dans son article intitulé : « **Diplômes et emplois informels au Niger : les enseignements de l'enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel** » d'identifier les déterminants de l'emploi informel, en mettant l'accent sur l'effet des types de diplômes. Il montre que les travailleurs ayant été à l'école, tous niveaux confondus, ont plus de chance de sortir du secteur informel que ceux qui n'ont jamais fréquenté ; mieux, cette chance de sortie s'accroît avec le niveau d'études. En outre, plus un père est instruit, moins son enfant exerce dans l'informel. Par ailleurs, l'éducation du père est la principale différence entre les déterminants de l'emploi informel entre les milieux urbain et rural. Enfin, les régions qui ont les plus faibles taux bruts de scolarisation sont aussi celles qui offrent le plus d'opportunités d'activités informelles. Avec **Médard Mengué Bidzo** et son « Fiscalité et secteur informel au Gabon », la pression fiscale est pointée comme l'une des causes principales de développement de l'informalité. L'économie informelle est perçue, entre autres, comme une réponse à la réglementation publique excessive et inadaptée. Vérifiant cette relation dans le cadre de l'économie gabonaise, il en ressort globalement que l'impact de la répression fiscale sur l'économie informelle diffère selon le niveau du taux d'imposition. Autrement dit, il existe deux régimes de croissance du secteur informel conditionnellement à un seuil d'imposition de de l'ordre de 7 %.

« **Les déficits jumeaux au Sénégal : Evaluation empirique et caractérisation** » est le titre de l'article d'**Amath Diaye**. Depuis 1960, année de l'indépendance nationale, le compte courant extérieur et le budget de l'Etat du Sénégal connaissent

des déficits, bien que différentes réformes budgétaires, commerciales et monétaires aient été entreprises pour les enrayer. A la lumière de la théorie des déficits jumeaux, l'auteur établit l'existence d'une corrélation entre les déficits budgétaire et courant du Sénégal, en utilisant la technique de cointégration de Johansen, sur la période allant de 1974 à 2014. Il met en évidence une causalité bidirectionnelle entre ces déficits jumeaux d'une part et une causalité unidirectionnelle allant dans le sens du PIB vers ces mêmes déficits jumeaux d'autre part. Certes, le Sénégal constitue un cas de déficits jumeaux mais ces derniers trouvent aussi leurs origines dans les structures de cette petite économie *dépendante qu'est le Sénégal*.

Piotr Skoczylas aborde le problème de l'**Impact des interrelations entre les facteurs culturels et la perception de la qualité de service sur la fidélisation des clients des opérateurs mobiles en Pologne**. Cette recherche vise à déterminer l'influence de la perception de la qualité de service, des coûts de transfert perçus et des modérateurs culturels sur la fidélisation. La théorie des dimensions culturelles de Geert Hofstede est utilisée dans cette recherche. Les données ont été obtenues auprès de 84 utilisateurs de téléphonie mobile en Pologne via un questionnaire. Les résultats ont prouvé que la qualité de service perçue influence la fidélisation de la clientèle. En même temps, parmi le groupe de personnes ayant un niveau de l'aversion de l'incertitude élevé, les coûts de transfert perçus ont également influencé la fidélisation.

Ludé Djam'Angai et Cherif Sidi Kane évaluent les effets de la connectivité maritime sur les échanges commerciaux des pays côtiers d'Afrique dans un article intitulé : « **Effets de la Connectivité Maritime sur les Échanges Commerciaux des Pays Côtiers d'Afrique** » s'appuyant sur l'économie géographique. En utilisant le modèle de gravité augmenté sur la période de 2006-2013 à partir de la méthode de Pseudo Maximum de Vraisemblance de la Loi de Poisson (PPML), les résultats obtenus montrent que le délai et le coût du transport des conteneurs constituent des obstacles majeurs aux exportations des pays côtiers d'Afrique.

Avec **Antoine Auberger** : « **Cycles politiques rationnels partisans et chômage. Une évaluation empirique** », nous changeons encore d'univers. Il fait une évaluation empirique de la théorie des cycles politiques rationnels partisans développée par Alesina à la fin des années 80 ; les travaux ont donné ensuite des résultats favorables dans l'ensemble : le chômage est temporairement plus faible avec un gouvernement de gauche qu'avec un gouvernement de droite pendant quelques trimestres après les élections. Mais l'impression demeure d'une théorie taillée sur mesure pour les Etats-Unis.

APPEL À CONTRIBUTIONS

Deux débats sont proposés pour les deux prochains numéros :

2018-2 : Les priorités pour débloquer la croissance et assurer le développement.

Etant donné la nature du sujet, il serait bon que le groupe d'économistes participant au débat soit le plus varié possible, notamment sur le plan international.

2019-1 : L'euro, 20 ans après : quel bilan, quel avenir ?

L'anniversaire de l'euro survient avec à propos pour notre congrès de Santiago du Chili et sera ainsi commenté en terrain neutre...

Pour ces deux thèmes, il n'est pas trop tôt pour faire remonter les propositions. Dans tous les cas, les articles de débat souhaités doivent être à dominante littéraire et faire entre 5 et 10 pages.

THÈME DU CONGRÈS AIELF DE SANTIAGO, CHILI - MAI 2019

Le thème retenu pour ce congrès est « **Pour une recherche économique efficace** ». Le choix est très ouvert. Certes, il est possible pour certains d'entre nous d'approfondir et de débattre de la question de l'efficacité sociale de la science économique et des recherches qui lui sont associées. S'en tenir là relèverait d'une interprétation étroite, trop étroite certainement. **Pour la plus grande partie des intervenants le thème peut autoriser tous les sujets.** Ce qu'il leur propose concrètement, c'est de fournir un effort spécifique pour identifier et justifier (surtout en introduction et en conclusion) l'utilité sociale de la contribution présentée, son rattachement aux efforts pour promouvoir une meilleure efficacité productive, un meilleur fonctionnement des marchés, une plus grande pertinence des mesures de politique économique, un niveau plus élevé de croissance ou de développement, voire une meilleure harmonie sociale et internationale...

Se poser systématiquement la question de l'utilité de la recherche économique ou de sa présentation est le fil conducteur de ce Congrès. Celui-ci doit faire la preuve que l'économiste (francophone bien sûr) est indispensable à la Société.